

ÉDITO

# Maroc-Europe : vers une recomposition des rapports de force ?

Par Doha Lkasmî



PhD candidate et enseignante en science politique à Sciences Po Paris, diplômée en droit des affaires d'Assas et de la Sorbonne, et en War studies de King's College London, Doha LKASMI a un double cursus d'internationaliste et de juriste. Elle compte à son actif plusieurs expériences professionnelles en tant que chargée de mission en postes diplomatiques, conseillère en matière de sécurisation des investissements au Maroc et chercheuse en relations internationales au CERI et à Yale University. Doha LKASMI occupe le poste de Directrice générale adjointe du bureau ESL Rivington Maroc.

co-européenne qui oppose, d'une part, un Maroc en émergence désireux de renégocier avec ses alliés des rapports plus égalitaires, et d'autre part, un trio européen attaché à ses privilèges d'antan et dans le déni de la montée en puissance de ses petits partenaires.

En l'espèce, en 2021, le Royaume du Maroc rompt unilatéralement, et à quelques semaines d'intervalle, ses relations diplomatiques avec la France, l'Espagne et l'Allemagne. Les médias européens s'emparent rapidement du sujet mais peinent à mesurer tout de suite le sérieux de la situation : pour la plupart, les motivations avancées par le Maroc relèvent du fait divers, et Rabat, à la diplomatie historiquement timorée vis-à-vis des Européens, reviendra certainement sur ses pas pour que la brouille se termine de la manière traditionnelle, c'est-à-dire par la mise au tapis de la plus petite partie par la plus grande.

Pourtant, les semaines, puis les mois passent, sans que le Maroc n'adoucisce sa position ou ne fléchisse : au contraire, son ton se durcit et la triple rupture à l'initiative de Rabat semble nette et radicale. D'un côté, les mastodontes européens, peu habitués à ce qu'on leur tienne tête, peinent à traduire cette nouvelle intransigeance chérifienne. De l'autre, les médias marocains applaudissent ce qu'ils considèrent comme l'entrée pour leur pays dans une nouvelle ère.

Or, c'est bien une nouvelle ère dans laquelle entre le Maroc en 2021. Après avoir accusé la baisse drastique du nombre de visas accordés à ses ressortissants par Paris, l'accueil sous de faux papiers de Brahim Ghali, chef séparatiste du Polisario par Madrid, et les gestes inamicaux répétés de la part de Berlin, Rabat marque un temps de rupture en 2021 pour réévaluer des relations maroco-européennes jugées désormais déséquilibrées. Car si le Royaume accueille depuis plusieurs années à des conditions fort avantageuses les fleurons de l'in-

dustrie européenne, participe activement à sécuriser les frontières de l'UE, et joue un rôle proactif dans la défense des intérêts européens dans les instances internationales, la France, l'Espagne et l'Allemagne, qui considèrent les apports marocains comme un dû, échouent de leur côté à suffisamment assister le Maroc sur sa priorité nationale : le Sahara. C'est donc à la lumière du discours du Roi Mohammed VI prononcé le 6 novembre 2021 à l'occasion du 46ème anniversaire de la Marche Verte que le Maroc se dote d'un nouveau paradigme de politique étrangère : dès à présent et pour le futur, les priorités nationales, au chef desquelles l'intégrité territoriale ne seront plus sacrifiées sur l'autel des bonnes relations avec les Européens, et les alliances stratégiques seront désormais réservées aux partenaires reconnaissant à minima le plan d'autonomie de Rabat, à fortiori la souveraineté pleine et entière du Royaume sur ses provinces sahariennes.

Car le Maroc a le luxe aujourd'hui de pouvoir sélectionner ses partenaires, tant sont nombreux les États à vouloir coopérer avec lui. Situé géographiquement au carrefour des continents, porte d'entrée vers un marché africain qui devrait atteindre les 1,1 milliards de consommateurs d'ici quelques années, havre de stabilité dans un Maghreb en proie à de multiples risques sécuritaires, et fort d'une image positive et proactive au sein des organisations internationales, le Maroc a appris au fil des années à jouer de ses nombreux atouts pour se faire désirer par ses pairs. Politiquement, le Royaume s'est forgé l'image d'un acteur fiable et fortement engagé sur les défis de l'époque comme la lutte contre le terrorisme et le réchauffement climatique, et économiquement, le Maroc peut compter sur un marché interne attractif et une industrie dynamique. Une stratégie et un plaidoyer gagnants puisque le Royaume est, depuis la montée sur le trône de Mohammed VI en 1999, parvenu à la fois à

Pendant très longtemps, la théorie générale des relations internationales reposait essentiellement sur l'étude des grandes puissances : gladiateurs de l'arène mondiale, c'est, dans ce schème de pensée, de leurs interactions que dépendait le destin des autres unités du système. Quant aux petits États, lilliputiens faibles et marginaux de cet ordre west-phalien, leur rôle se résumait à éviter d'être écrasés par le choc des géants.

Or, si cette vision de l'école réaliste permettait, fut un temps, d'éclairer le domaine des études internationales, elle est aujourd'hui dépassée et désuète. Avec la fin de la colonisation à partir des années soixante et le grossissement de l'Assemblée générale des Nations Unies par l'arrivée en masse de nouveaux entrants, les États de plus petite taille gagnent de l'importance et du pouvoir et développent à leur tour une voix qui ne peut plus être éclipsée par celle des grands. Hier pions, aujourd'hui acteurs à part entière du concert des nations, les petits États acquièrent des modèles de comportement distincts et une capacité à formuler leur propre ligne stratégique. Ils jouent pour la plupart aujourd'hui leur propre partition, parfois à contre-courant du tempo des vieilles puissances.

C'est à l'aune de cette recomposition des rapports entre petits et grands États sur la scène internationale qu'il faut décrypter la récente crise maro-

renforcer son réseau dans ses fiefs traditionnels que sont l'Afrique et le Moyen-Orient, où le Maroc se substitue souvent aux anciennes puissances coloniales en matière d'investissements et d'arbitrage pour la paix, mais aussi à s'investir plus activement en Asie et en Amérique latine, où Rabat peut dorénavant compter sur des partenariats solides avec les puissances régionales à l'instar du Brésil ou de la Chine avec qui les échanges économiques vont bon train.

Ainsi, dépassée est l'image d'un Maroc perché des Européens et enterrées sont les coopérations verticales et à la carte dont l'agenda serait dicté par les desiderata de l'acteur le plus puissant : le Royaume privilégie désormais les partenariats gagnant-gagnant qui mettent sur un même pied d'égalité les priorités et les contraintes de chacune des parties.

Finalement, si les crises ont depuis été désamorçées à la suite d'avancées majeures de la part des Espagnols et des Allemands sur le dossier du Sahara, la France, tout en montrant des signes clairs de ralliement à l'intégrité territoriale marocaine, n'a pour l'instant pas changé sa ligne officielle. Seulement, une reconnaissance par la France de la marocanité des provinces sahariennes permettrait non seulement de participer à corriger une injustice historique à la souveraineté marocaine, mais contribuerait également à booster la compétitivité de ses champions économiques nationaux sur le marché marocain, à l'heure où le Royaume s'apprête à lancer de vastes chantiers pour préparer l'accueil du Mondial 2030. À Paris de se mettre donc à niveau des nouvelles réalités empiriques et de jouer pleinement le rôle qu'elle prétend porter, celui d'un ami du Maroc ●



## REGARD D'EXPERT(E)S

# Une campagne éclair exposée aux polémiques

Par Hamama Naili, Alexandre Kahn et Matthieu Levray



Hamama est diplômée d'un master communication publique et politique. Après avoir été chargée de communication auprès d'un cabinet d'architecture d'intérieur, Hamama a choisi de se diriger vers un métier plus analytique. Elle découvre le métier de la veille et de l'analyse de l'opinion au sein des ministères sociaux.

40 000 publications par jour. Par comparaison sur une période de 9 jours, 71 890 publications relatives aux élections européennes avaient été publiées sur X, trois semaines avant le premier tour. Prises de position de sportifs ou de créateurs de contenus, spéculations sur les résultats à venir, incertitude, colère... les réseaux sociaux ont été la caisse de résonance des passions politiques qui ont agité les Français.



Diplômé en histoire politique et d'un MBA de l'École de Guerre Économique en stratégie et intelligence économique, Alexandre Kahn rejoint l'équipe de campagne d'un candidat à l'élection présidentielle en 2017. Au sein du pôle projet, rédaction et relations socio-professionnelles, il a pu construire des compétences en analyse et communication dans un environnement compétitif.

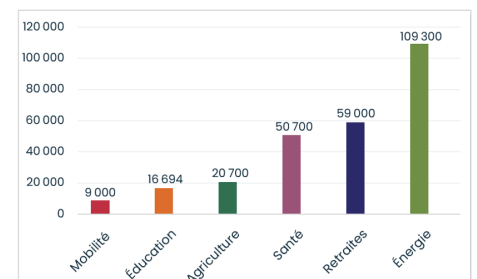
## Comprendre les idées populaires qui circulent en ligne

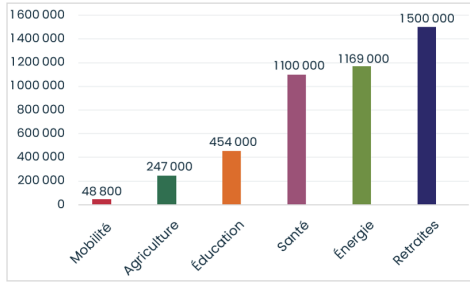
Dans ce contexte inédit, Antidox a souhaité étudier les conversations sur X, depuis la date de dissolution de l'Assemblée, pour identifier et comprendre les différentes idées ou propositions mises en avant. Le champ d'étude relève d'un parti pris : l'analyse de la perception ou de prises de position marquantes sur des enjeux socio-politiques clés - qu'ils soient affirmés comme tels par les Français dans les différents sondages d'opinion, ou qu'ils figurent dans le programme des différents partis en lice ou de ce que l'on peut en connaître. Énergie, mobilité, éducation, santé, retraites, agriculture, ces 6 thèmes socio-économiques ont été retenus pour comprendre les principaux arguments actuellement diffusés en ligne et les réactions associées.



Diplômé d'un master de Relations internationales de l'Université de Lyon 3 et d'un MBA en stratégie d'intelligence économique de l'EGE, Matthieu a travaillé plusieurs années dans le conseil aux entreprises à l'export, à l'Ambassade de France en Chine. Il rejoint Antidox en 2024 en tant que consultant spécialisé dans la veille et analyse.

L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale - à la surprise générale - par le président de la République le 9 juin dernier a de nouveau fait de X un lieu de débat enflammé autour des premières propositions avancées. Entre le jour de l'annonce et ce mardi 18 juin, 457 600 occurrences des hashtags #LégislativesAnticipées, #Législatives #Législatives2024 ou encore #Dissolution ont été publiées, générant plus de 14,7 millions d'engagements (likes, partages, commentaires), soit une moyenne de





Classement des thématiques par nombre de publications sur X, en haut ; par nombre d'engagements en bas.

## L'énergie, un thème central malheureusement limité à la question du prix

Les discussions autour de l'énergie sont centrales. Plus de 100 000 publications ont été relevées depuis le dimanche 9 juin, générant près de 1,2 millions d'engagement. Derrière ces conversations massives, on retrouve les sujets du mix-énergétique et du marché européen, et bien sûr la question du prix de l'énergie, en écho à la préoccupation des Français et au pouvoir d'achat, thème central de la campagne actuelle.

Constatant l'importance du poids des factures énergétiques des Français dans leur intention de vote, les grands partis en lice se sont tous engagés à obtenir des baisses effectives des prix de l'énergie. À gauche comme à droite, les plus grandes promesses entraînent soit un assentiment fort, soit des critiques relatives à la faisabilité. Les communications officielles et les relais médiatiques ont donc été très importantes sur ce sujet, d'autant plus lorsque le parti présidentiel s'est, lui aussi, engagé à baisser les factures énergétiques, en 2025.

Du côté de la politique énergétique, deux camps se dessinent clairement. À droite, plusieurs représentants du Rassemblement national ont clairement affiché leur hostilité aux énergies renouvelables, en tête desquelles les éoliennes, jugées coûteuses, inefficaces ou dégradantes pour le territoire. À gauche, on souhaite au contraire miser l'essentiel sur ces énergies, et si rien n'est dit sur le nucléaire, l'investissement sous l'étiquette du Nouveau Front Populaire de certains candidats connus pour leur positionnement anti-nucléaire, à l'instar de Dominique Voynet, a suscité beaucoup de réactions hostiles sur X. Plus à la marge, on constate un certain nombre de discussions ou de liens qui sont faits avec l'Union européenne et le marché commun de l'électricité.

La transition énergétique et les objectifs de décarbonation restent loin du cœur des débats. Victime de la crise agricole, l'écologie est la grande oubliée de ces législatives, perçue comme un levier électoral aujourd'hui peu porteur. Plus encore, l'écologie est fréquemment utilisée comme repoussoir par le Rassemblement national, qui ne met d'ailleurs en avant aucune proposition concrète jusqu'à aujourd'hui. Il faut revenir au programme de Marine Le Pen en 2022 pour identifier des propositions, qui circulent toujours dans les conversations en ligne, avec la volonté de suspendre le déve-

loppement des énergies renouvelables. Une idée bien éloignée du scénario de RTE vers la neutralité carbone, et du rapport que vient de rendre ce jeudi 20 juin le Haut Conseil pour le Climat qui juge pour la première fois la France en mesure de tenir ses objectifs 2030.



## La question des retraites, un enjeu toujours polarisant

Aux côtés de l'énergie, la question des retraites s'impose comme un enjeu majeur de ces élections législatives anticipées, avec plus de 59 000 publications uniques recensées. Ce sujet passionne les utilisateurs de X, générant plus de 1,5 million d'interactions. Une illustration de l'importance persistante de ce débat dans l'actualité.

Les propositions et critiques se multiplient, reflétant la diversité des positions sur ce sujet, mais c'est un thème particulièrement investi par le Nouveau Front populaire (NFP). Le Rassemblement national (RN) est confronté à des accusations de revirement sur ses positions initiales, suscitant des critiques quant à sa crédibilité et à sa cohérence. Pour sa part, le NFP se positionne clairement sur l'abrogation de la réforme des retraites, arguant de la nécessité de restaurer une plus grande équité pour les retraités. Cette proposition est vigoureusement défendue par ses porte-parole, qui cherchent à se distinguer politiquement du RN. De leur côté, Gabriel Attal et Renaissance défendent la réforme sur X. Le compte néomédia Cerfia, avec près d'un million d'abonnés, qui s'est comme d'autres ins-

tallé durablement sur X depuis la période Covid, a publié un post critiquant le "rétropédalage" de Jordan Bardella. Cette publication a suscité l'engagement le plus important, avec 55 000 interactions et 5,7 millions de vues. La question des retraites continue ainsi de structurer le paysage politique et social, refaisant surface avec force pendant ces élections législatives anticipées de 2024.



## La santé : des mesures jugées inappropriées face au constat d'une situation critique

Le sujet de la santé est également largement commenté avec plus de 50 000 publications qui ont suscité plus de 1,1 million d'engagements. Les internautes expriment des préoccupations fortes sur cette question, évoquant le manque de personnel soignant, la situation des hôpitaux publics, le besoin de reconnaissance et de valorisation des soignants, ainsi que les défis persistants des déserts médicaux. Les sujets relatifs aux Ehpad, au plan "Bien vieillir" et au projet de loi sur la fin de vie, mis en arrêt depuis l'annonce de la dissolution, émergent moins. La proposition du RN visant à supprimer l'Aide Médicale d'État a suscité une vive inquiétude parmi les utilisateurs de X, alimentant des critiques sévères à l'encontre du programme du RN en matière de santé. Une publication de l'ONG « Médecins du monde », alertant sur les conséquences potentielles de ce parti politique pour le système de santé, a d'ailleurs généré plus de 13 000 engagements. En parallèle, l'annonce par la majorité présidentielle d'une mutuelle santé publique à 1 euro par jour semble avoir un écho plus modéré dans les discussions publiques. Lorsqu'elle est mentionnée, elle entraîne souvent des réactions critiques et des interrogations quant à sa faisabilité et à son intérêt réel ●



REGARD D'EXPERT

# Penser la transformation du monde et de l'Europe (1/2)

Publié par L'Institut de France, Académie des Sciences Morales et Politiques

Par Jean-David Levitte



Membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, et président du conseil de fondation du Geneva Centre for Security Policy (GCSP), Jean-David Levitte a eu une carrière diplomatique remarquable.

Entré au Quai d'Orsay en 1970, Jean-David Levitte a commencé sa carrière diplomatique à Hong Kong puis à Pékin, avant d'être appelé par le Président Giscard d'Estaing à rejoindre l'Élysée de 1975 à 1981. De 1995 à 2000, il a été le Conseiller diplomatique et Sherpa du Président Jacques Chirac. Auparavant, il a été notamment Directeur Général des Relations culturelles, scientifiques et techniques, Directeur en charge de l'Asie et de l'Océanie, Ambassadeur aux Nations-Unies à Genève, Sous-directeur de l'Afrique de l'Ouest au ministère des Affaires Etrangères. De 2007 à 2012, il a été le conseiller diplomatique et Sherpa du Président Nicolas Sarkozy. De 2003 à 2007, il a été Ambassadeur à Washington pendant la difficile période de la guerre en Irak. De 2000 à 2002, il a été Ambassadeur à l'ONU à New York, présidant le Conseil de Sécurité lors des attaques du 11 septembre 2001, et négociant le retour des inspecteurs en Irak en 2002. Jean-David Levitte a rejoint le groupe ESL & Network en septembre 2015.

En quelques années, le monde a profondément changé. Nous vivons une déconstruction sans précédent de l'ordre mondial, avec trois développements majeurs qui combinent leurs effets :

- D'abord, le retour de la guerre sur le sol européen, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie.
- Ensuite, le retour de la guerre froide au niveau global. Une guerre froide inversée : la première opposait les Etats-Unis à l'URSS qui avait à ses côtés une Chine sous-développée, en proie aux soubresauts de la fin du règne de Mao. Aujourd'hui, la nouvelle guerre froide oppose les Etats-Unis à une Chine puissante et ambitieuse, avec à ses côtés une Russie affaiblie.

- Enfin, le retour du Mouvement des non-alignés, que l'on appelle aujourd'hui le « Sud global » et qui pratique le « multi-alignement » plutôt que le « non-alignement » : des pays comme l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud ou même l'Arabie Saoudite, ne veulent pas avoir à choisir entre Washington, Bruxelles, Moscou ou Pékin. Ils veulent développer les partenariats qui les intéressent avec les uns et les autres !

Ces trois changements majeurs signent la fin de cinq siècles de domination occidentale du monde. Commencée en 1492 avec la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et le tour du monde de Magellan, elle a été marquée par la construction d'immenses empires coloniaux, deux guerres mondiales et la création des organisations internationales installées, ce n'est pas un hasard, à New York, Washington, Genève, Vienne et Rome. Leurs chartes reflètent la vision occidentale du droit international fondé sur l'égalité souveraine des Etats.

Le pic de l'influence occidentale est intervenu pendant la décennie prodigieuse qui va de 1991 à 2001. 1991, c'est la fin de l'URSS, voulue par Boris Eltsine, après la fin en 1989 de l'empire soviétique décidée par Gorbatchev. Pendant cette décennie, l'économie de marché s'étend dans le monde entier, et notamment en Chine qui connaît des réformes économiques et sociales profondes, engagées par Deng Xiaoping. La globalisation de l'économie est accélérée par la mise en place des navires porte-conteneurs. La Chine, devenue l'atelier du monde, intègre l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001.

Mais 2001, c'est aussi le début d'une descente aux enfers pour l'Occident. Le 11 septembre 2001, les tours jumelles de New-York sont détruites lors du plus terrible attentat terroriste de l'histoire. S'ensuit la guerre en Afghanistan et, malheureusement, l'invasion de l'Irak en 2003. Puis, en 2007-2008, une grave crise financière, partie des Etats-Unis, atteint

le monde entier. A la suite de ces événements, le regard des pays non-occidentaux va changer. Ces pays continuent, bien sûr, à dire oui à la modernisation de leurs économies. Ils continuent à dire oui à la globalisation. Mais désormais, ils disent non à l'occidentalisation de leurs sociétés.

C'est vrai, bien sûr, de la Russie de Poutine qui se veut l'héritier de Catherine la Grande et de Pierre le Grand, et veut reconstruire l'empire russe. C'est vrai de la Turquie de Erdogan qui se veut, lui, l'héritier de Soleiman le Magnifique et veut effacer le legs d'Ataturk. C'est vrai de l'Iran de Khomeiny et Khamenei. C'est vrai de l'Inde de Modi. C'est vrai enfin de la Chine de Xi Jinping.

Le « Sud global » traduit cette « désoccidentalisation » du monde, mais aussi un net refus d'appartenir à un camp plutôt qu'à un autre. On l'a constaté lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie : invités à condamner cette agression qui viole manifestement la Charte des Nations Unies, 45 pays ont choisi de s'abstenir et non des moindres : la Chine, l'Inde, le Pakistan, le Vietnam, l'Afrique du Sud, l'Algérie...

Ce nouveau paysage géopolitique global a évidemment un impact important sur les acteurs occidentaux de l'économie mondiale. Fini le temps du « just in time » pour les chaînes de production : on passe de plus en plus au « just in case », et au « near-shoring ». On ne va pas jusqu'au « dé-couplage » mais on cherche à « dé-risquer » les chaînes de production. La crise du Covid a donné un coup d'accélérateur à ce mouvement de ré-équilibre.

S'y ajoute l'impact de la guerre froide entre les Etats-Unis et la Chine, avec une multiplication des sanctions et des mesures de rétorsion qui frappent des acteurs de l'économie mondiale bien au-delà des frontières de ces deux pays ●

REGARD D'EXPERTE

# Législatives 2024 : récit chaotique d'une campagne électorale éclair

Par Aurore Nory



Diplômée d'un master en communication d'influence de l'Université Catholique de Lille, Aurore a rejoint Antidox pour réaliser son stage de fin d'étude. A l'issue de ce stage en octobre 2022, elle est titularisée comme consultante au sein du pôle communication 360 où elle accompagne les clients d'Antidox dans leur stratégie de communication corporate, de crise et numérique, dans de nombreux secteurs dont l'industrie, la santé et le numérique.

## Des partis en quête d'unité

Dans une coalition héritière de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale (NUPES) constituée lors des législatives de 2022, la gauche s'est rapidement réunie sous l'égide d'un « Nouveau Front Populaire » (NFP). On compte notamment le Parti Socialiste, Place Publique, La France Insoumise, le Parti Communiste Français et les Écologistes.

« Prêts à la bataille dans l'unité et la clarté » (LFI), le NFP entend ainsi « barrer la route au RN » (Raphaël Glucksmann, Place Publique) et « éviter le pire » (François Ruffin, LFI). Au-delà des clivages existants, l'urgence d'une mobilisation commune autour de cette même ambition l'a emporté.

Un scénario différent pour la droite dont les clivages au sein même des partis ont freiné la construction d'une réponse unie. Tandis que Marion Maréchal, pour qui le « camp national n'a plus le droit d'être divisé » a appelé les électeurs de Reconquête à voter pour les candidats RN, Eric Ciotti (LR), qui estime que « la seule réponse est l'union des républicains et des patriotes face au péril d'extrême gauche », a décidé de se rallier au RN avec les volontaires LR. Des déclarations et des actes qui n'auront pas été sans conséquence, chacun ayant été dûment remercié par son ex-parti.

Le camp d'Emmanuel Macron « Ensemble pour la République » doit ainsi faire face à ces deux coalitions principales bien distinctes. Face à la journaliste Amandine Bégot dans RTL Matin, l'ex Premier Ministre Edouard Philippe a appelé à « construire une nouvelle majorité » et à « accepter que sur un certain nombre de points on puisse travailler avec d'autres. » Renaissance, Horizons et le MoDem forment désormais le « troisième bloc » (Gabriel Attal).

## L'élément déclencheur

En réaction aux résultats des élections européennes, l'annonce (surprise) de la dissolution de l'Assemblée Nationale par le Président le 9 juin dernier a plongé la France dans une situation politique inédite, ravivant d'anciennes rivalités et générant des alliances nouvelles.

Fort d'un score historique (31%) aux européennes, le Rassemblement National (RN) s'affiche désormais comme le favori à abattre pour les élections législatives prévues les 30 juin et 7 juillet. Si pour Laurent Wauquiez, président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, ces résultats annoncent « la fin du macronisme », la ministre de la Culture Rachida Dati déplore un « échec collectif ».

L'imminence des législatives impose désormais à tous les partis les défis d'une campagne éclair d'à peine trois semaines, transformant ainsi la dynamique politique en France. L'urgence est tout aussi stratégique que technique : dans une situation de recomposition politique, les partis ont disposé d'une semaine pour proposer les candidats qui ont eu eux-mêmes deux jours pour imprimer leurs professions de foi. Un contexte qui a pu freiner et empêcher certains candidats de se présenter puisqu'on recense cette année 4 011 candidats alors qu'on en comptait 6 293 en 2022.



François Ruffin appelant à une union de la gauche sur son compte Instagram

## Des logiques différentes

En s'appuyant sur les travaux de Marc-Antoine Brillant et Selda Gloanec (2016)<sup>1</sup>, on peut identifier différentes stratégies de coalitions.

La « logique de composition » en vue d'une « logique de consolidation » employée par le NFP vise dans un premier temps à réunir des électeurs de gauche au-delà de certaines visions différentes



pour tenter ensuite de « neutraliser » ces divergences en vue de « maintenir un équilibre ». De son côté, le RN semble avoir opté pour la « logique de l'isolement » en prenant soin de ne pas se rallier avec certains partis. À l'image de la ligne politique « ni de droite ni de gauche » dont se réclamait Emmanuel Macron en 2017 la « logique de consolidation » est employée par « Ensemble pour la République ». Elle vise à « maintenir un équilibre vers le centre » car « les programmes présentés par l'extrême gauche et l'extrême droite seraient des catastrophes pour l'économie et pour l'emploi. »

## Le choix stratégique des protagonistes/antagonistes

S'est ensuite rapidement posée la question des investitures des candidats et l'attribution des circonscriptions. La majorité présidentielle qui souhaite « lutter dès le premier tour contre les extrêmes » selon Gabriel Attal, a fait le choix de ne pas présenter de candidats dans une soixantaine de circonscriptions jugeant ses « candidats utiles [...] pour éviter l'arrivée des extrêmes au pouvoir. »

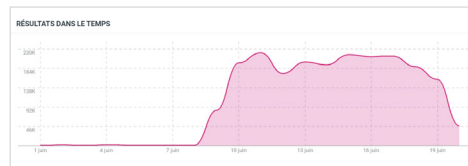
Ce chapitre marque également le retour inattendu de certaines figures politiques, telles que l'ancien Président François Hollande, candidat pour la 1ère circonscription de la Corrèze, ou de son ancien ministre du budget Jérôme Cahuzac, candidat pour la 3e circonscription du Lot-et-Garonne.

Et en cas de victoire, qui se verra attribuer le rôle principal de Premier Ministre ? Tandis que le parti à la flamme a déjà annoncé que Jordan Bardella serait premier ministre en cas de majorité absolue, c'est un sujet plus clivant pour le NFP : vote ? (défendu par Olivier Faure, contesté par LFI) ou poids parlementaire (fortement soutenu par LFI) ?

## Le pouvoir d'achat : un leitmotiv commun

Le pouvoir d'achat est au centre de chaque programme. Un fait non surprenant si l'on revient sur l'étude Ipsos « Comprendre le vote des Français », réalisée en prévision des européennes, qui identifie ce sujet comme comptant le plus dans le choix du vote, juste avant l'immigration et l'environnement.

## Performances comparatives sur les réseaux sociaux

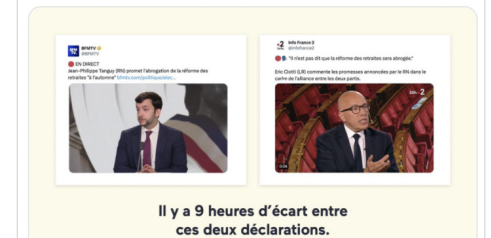
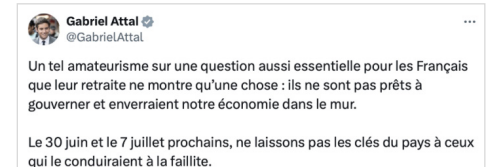
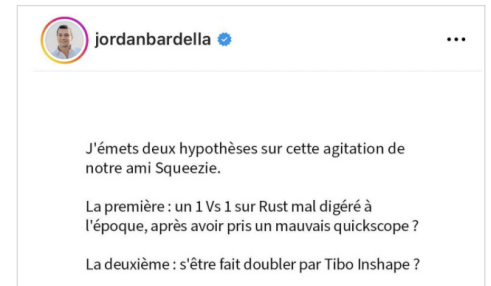


Depuis le 1er juin, les « législatives » ont généré 2,1M de mentions sur les réseaux sociaux en France.

Inévitablement, on identifie une forte mobilisation politique, militante ou engagée sur les réseaux sociaux. Dans une « lettre ouverte à tous les jeunes qui [le] suivent » sur Instagram, l'influenceur Squeezie a appelé à faire barrage au RN, une première pour le YouTubeur réunissant plus de 8 millions d'abonnés. La riposte ne s'est pas faite attendre et Jordan Bardella lui a répondu sur le même modèle, dans une « lettre ouverte à tous les jeunes qui suivent Squeezie (et autres). »

Sur ce dernier écran, Jordan Bardella s'illustre comme un gamer, en plus de l'homme politique. Une stratégie du « clash » bien présente également sur X à travers laquelle chaque candidat propose une lecture comparative de son programmes par

rapport à un autre, invitant les (é)lecteurs à faire le bon choix dans leur vote. Sur X, les batailles internes s'affichent sans filtre.



Eric Ciotti privé de l'accès au compte des LR a intensifié sa communication depuis son compte personnel.



## Un dénouement incertain

Si ce récit politique s'apparente à une nouvelle au dénouement incertain, il est avant tout révélateur de la nécessité d'exister par rapport à un adversaire, tel un protagoniste et son antagoniste. Le chaos semble exister uniquement à travers un trio, lui-même constitué de trois groupes à des alliances qui s'apparentent artificielles, laissant peu de place aux autres voix pour exister. Et pourtant, un retournement de situation est encore possible ●

1 - Brillant, M. & Gloanec, S. (2016). Un peu de stratégie dans un monde de politiques.... Stratégique, 112, 209-216. <https://doi.org/10.3917/strat.112.0209>

## À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO  
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président  
alexandrem@eslrivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.